

“Écoterroristes” ; “terroristes climatiques” ; “fondamentalistes environnementaux” ; “criminels”...des mots utilisés pour définir les défenseurs de l’environnement en France et en Europe.

Emmanuel Macron considère que l’écologie est “le combat du siècle”, mais alors pourquoi traiter comme des criminels ceux qui se battent pour nous assurer un avenir viable ?

Les conséquences du changement climatique sont terribles. C’est l’une des plus grandes crises des droits humains : elle menace nos vies, notre santé, notre éducation, notre alimentation, notre eau, nos logements, et ceux des générations futures. C’est aussi une crise injuste puisque ceux qui y ont le moins contribué en subissent les pires conséquences : entre 2010 et 2020, la mortalité due aux événements climatiques extrêmes a été 15 fois supérieure dans les pays très vulnérables au changement climatique par rapport aux pays peu vulnérables.

Pourtant les gouvernements reviennent en arrière et abandonnent leurs engagements. Les politiques sont détricotées, les agences environnementales attaquées, les financements retirés. Le Parlement européen a définitivement voté la directive Omnibus I, qui assouplit les obligations des entreprises en matière de devoir de vigilance et de transparence sur leurs impacts climatiques et sur les droits humains et Ursula Von der Leyen a déclaré « Nous ne combattons pas les combustibles fossiles, mais uniquement les émissions [de gaz à effet de serre] qui en sont issues. » : des victoires pour le lobby intense des entreprises, notamment des énergies fossiles, dont les intérêts ont primé aux dépens des plus vulnérables.

Où est passé le temps de lucidité de “Notre maison brûle” ?

Alors que ces reculs terribles sont décidés dans des sphères hors-sol, que la vie de **milliards** d’êtres humains est en péril, une personne est tuée ou disparaît tous les deux jours pour avoir protégé les terres, l’environnement et le climat. Leur combat fait des défenseurs de l’environnement une cible. Partout, ils sont réprimés, attaqués, intimidés, censurés, criminalisés, emprisonnés et harcelés alors que sans eux, impossible de faire face à l’immensité de la crise climatique.

En France, nous ne sommes pas épargnés : stratégie de maintien de l’ordre brutale, qui effraie et dissuade de se rendre en manifestation ; multiplication des procès à l’encontre de militants environnementaux, qui intimident et drainent les ressources ; attaques contre les associations environnementales, menacées de dissolution ou de retrait de subventions ; croissance de la désinformation climatique, qui crée une vision faussée des problèmes et de comment y faire face ; attaques contre les procédures environnementales imposées aux entreprises, qui fragilisent le droit à la participation...

Parce que les défenseurs de l’environnement protègent notre futur, c’est à nous de les protéger en retour. Avec plus de 120 cosignataires, élus, scientifiques, avocats, associations et collectifs, syndicats et activistes, nous appelons ce jour à la reconnaissance de leur travail légitime et essentiel et à la protection de leurs droits. Parce qu’il n’y aura jamais de justice climatique sans eux, nous devons renverser le narratif qui les stigmatise.

Rappelons pourquoi ils se battent et replaçons le changement climatique et la dégradation de l'environnement, leurs causes et leurs responsables, au cœur du débat.

Première signataire : **Julie Ozenne**, députée *Ecologiste et Social* de l'Essonne. [Liste des signataires complète : LIEN](#)